

Sommaire.....	5
Glossaire.....	9
Préface.....	13
Ouverture du colloque par Me Jacques Loesch.....	19
Discours d'introduction de Monsieur Félix Braz, ministre de la Justice.....	21
De nouveaux espaces de liberté dans le droit des sociétés luxembourgeois....	29
I – Nouveaux espaces de liberté pour les associés.....	32
A – Liberté dans les statuts ou dans les pactes d'actionnaires.....	32
1. Distinction entre les statuts et les conventions d'associés extrastatutaires.....	32
2. L'orientation « pro-statuts » résultant de l'examen de la loi du 10 août 2016 et signification de celle-ci.....	35
B – L'option « Voice ».....	38
1. La reconnaissance des conventions de vote.....	38
2. Les autres éléments de la réforme concernant l'option « Voice ».....	43
C – L'option « Exit ».....	57
II – Nouveaux espaces de liberté pour la société : les instruments de financement.....	59
1 – Émission d'obligations.....	59
2 – Actions et parts sociales traçantes (« Tracking Shares »).....	61
3 – SàRL : parts bénéficiaires nominatives, parts rachetables et rachat de parts.....	63
4 – Conventions de portage.....	65
III – Nouveaux espaces de liberté pour les associés et la société : la Société par actions simplifiée.....	66
Conclusion.....	71
La nouvelle société à responsabilité limitée.....	75
Introduction.....	77
I – Définition de la SàRL – nombre d'associés – objet.....	78
II – Capital social – parts sociales – parts sociales traçantes – parts sociales en industrie – parts bénéficiaires – parts rachetables – parts privilegiées sans droit de vote (non) – interdiction d'émission au public.....	80
III – Financement par dettes – obligations – obligations convertibles – émission au public d'obligations convertibles (non) – assistance financière.....	84
IV – Constitution – rôle du notaire – acte de société – dénomination.....	86
V – Augmentation de capital – libération – apports en nature – rapport du réviseur (non) – apports en industrie – capital autorisé.....	87

VI – <i>Transfert de parts sociales et autres titres – majorité – formalités – refus d’agrément</i>	89
A – Principe – cession libre aux associés et nécessité d’agrément en cas de cession à un non-associé	89
B – Procédures et formalités d’agrément.....	91
C – Alternatives en cas de refus d’agrément	94
D – Prix de cession en cas d’exercice d’une des alternatives de l’article 189 (1)	95
E – Possibilité de cession en cas d’absence de solution.....	97
VII – <i>Rachat de parts sociales – limites – pouvoir des gérants – suspension des droits</i>	98
VIII – <i>Administration – conseil de gérance – délégué à la gestion journalière – conflit d’intérêt – comité de direction (non)</i>	101
IX – <i>Assemblée des associés – formalités – majorité – droit de vote (suspension/renonciation) – convention de vote – catégorie de parts sociales</i>	103
X – <i>Comptes annuels – distribution du bénéfice – acompte sur dividendes...</i>	104
Conclusion.....	106
Les organes de gestion	107
I – <i>Les nouveaux organes</i>	111
A – Le comité de direction.....	112
1. Conditions	113
2. Attributions du comité de direction	120
3. Fonctionnement du comité de direction	128
B – Directeur général.....	134
1. Notion	134
2. Origine	134
3. Régime	135
C – Comités consultatifs	136
1. Notion	136
2. Origine	137
3. Régime	138
D – Combinaisons possibles	139
1. En ce qui concerne le comité de direction	140
2. En ce qui concerne le directeur général.....	140
3. En ce qui concerne le président.....	141
II – <i>Autres modifications</i>	141
A – Représentant personne physique du dirigeant personne morale...	141
1. Origine	142
2. Extension des cas d’application	142
3. Cas particuliers.....	143
B – Conflits d’intérêts	145
1. Définition	146
2. Personnes visées	147

3. Possibilité ou obligation de déférer la décision à un autre organe	148
4. Extension de l'exception pour les opérations courantes conclues dans des conditions normales.....	150
5. Régime des sanctions.....	151
C – Dispositions communes.....	152
1. Notion et champ d'application	152
2. Modifications apportées par la Loi de 2016.....	153
D – Droits et obligations du conseil d'administration et du directoire ..	156
1. Transfert du siège social à l'intérieur du pays	157
2. Pertes importantes	157
<i>Conclusion</i>	159
Une réforme marquée par son époque.....	161
Le nouveau régime des titres	165
... ou le phénomène de la « financiarisation »	165
I – <i>La notion de « titre »</i>	169
II – <i>Bref rappel de l'évolution de la forme du titre</i>	170
A – La possibilité pour certaines formes de sociétés d'émettre des titres dématérialisés.....	170
B – L'immobilisation des actions et parts au porteur.....	171
III – <i>L'évolution de la nature du titre</i>	173
A – Quelques définitions classiques.....	173
B – De la disparition des critères de distinction suite à la « financiarisation ».....	174
1. Le droit de vote.....	175
2. Les droits financiers	183
3. Le rang des instruments – les frontières s'effacent	190
4. Maturité – les actions ont des maturités, les obligations sont perpétuelles	191
5. La question de la nécessité d'un apport.....	194
6. L'organe social émetteur – l'organe de gestion prend la main	197
7. L'évolution des instruments dans le temps : passage « facilité ».....	200
<i>Conclusion</i>	201
Les nouveaux droits des actionnaires.....	205
I – <i>Les droits économiques des actionnaires</i>	208
A – Le droit de participer aux bénéfices.....	208
B – Les actions traçantes ou « <i>tracking shares</i> ».....	208
C – Le traitement égalitaire des actionnaires en cas de rachat d'actions par la société.....	210
II – <i>Le droit à l'information</i>	211
A – Généralités.....	211
B – Le rapport des organes de gestion ou de contrôle	212

III – Les droits politiques.....	215
A – Négociabilité du droit de vote	215
B – Utilisation du droit de vote – les majorités.....	217
C – Droits liés à un seuil de détention.....	217
IV – L’action minoritaire.....	219
A – Introduction – généralités.....	219
B – Nature de l’action.....	221
C – Domaine d’application.....	222
D – Les dirigeants concernés	224
1. Les dirigeants des SA et des SE.....	224
2. Les dirigeants dans les autres formes de société	225
3. Les contrôleurs.....	225
E – Les conditions à l’action	226
1. Les conditions positives.....	226
2. Conditions négatives.....	230
3. Les frais de l’action.....	231
4. Mandataire unique – mandataires multiples	233
5. Concours de plusieurs actions	234
6. Arrangements transactionnels.....	236
V – L’expertise de gestion	238
A – Qualité pour exercer l’action de l’article 154	239
B – Conditions de seuil	239
C – Phase préliminaire	240
D – L’objet de la question préalable et de la demande d’expertise devant le juge	241
E – Opérations suspectes	242
F – L’étendue de la question préalable et de l’expertise de gestion ...	242
G – La désignation de l’expert par le juge.....	244
H – Déroulement de l’expertise.....	245
I – Frais.....	246
J – Rapport de l’expert.....	246
Les nouvelles règles communes à l’ensemble des sociétés.....	249
I – Les nullités.....	252
A – Les nullités des sociétés	252
1. Les causes des nullités.....	252
2. La mise en œuvre des nullités.....	259
B – Les nullités des assemblées : art. 12septies de la Loi du 10 août 1915.....	263
1. Champ d’application de l’article 12septies de la Loi du 10 août 1915...	263
2. Les causes de nullité.....	265
3. Le régime de l’action en nullité.....	270
II – Les structures de la société.....	275
A – La transformation des sociétés	275
1. Généralités.....	275

2. Les conditions de validité de la transformation.....	278
3. Les effets de la transformation.....	282
B – La dissolution.....	285
III – Conclusion.....	289
Dispositions transitoires et entrée en vigueur de la loi.....	291
I – <i>La disposition transitoire générale</i>	295
A – Application immédiate de la loi nouvelle.....	295
B – L'exception : survie de la loi ancienne en ce qui concerne les clauses statutaires incompatibles avec la nouvelle loi.....	295
C – Étude de différentes hypothèses.....	298
1. Les statuts ne sont pas contraires à la loi nouvelle.....	298
2. Les dispositions impératives nouvelles ou modifiées.....	299
D – Quelques exemples.....	301
1. L'article 100 (perte entraînant une réduction importante de l'actif net)..	301
2. L'article 11ter (obligations).....	301
3. L' article 63bis (action minoritaire).....	302
4. L'article 189 (agrément des associés en cas de cession des parts à des tiers).....	302
E – La question des conventions extra-statutaires.....	303
II – <i>La disposition transitoire spécifique concernant la durée des sociétés coopératives</i>	303
III – <i>La disposition transitoire spécifique concernant les comités de direction</i>	304
IV – Conclusion.....	307
Index.....	309
Table des matières.....	317